

L'ancien président péruvien Alberto Fujimori condamné à sept ans et demi de prison pour corruption

LE MONDE | 21.07.09 | 14h29 • Mis à jour le 21.07.09 | 21h02

http://www.lemonde.fr/archives/article/2009/07/21/l-ancien-president-peruvien-alberto-fujimori-condamne-a-sept-ans-et-demi-de-prison-pour-corruption_1221074_0.html

Lima Correspondance

Le regard sombre, **Alberto Fujimori**, 71 ans, n'a pas réagi à la lecture du verdict qui l'a condamné à sept ans et demi de prison pour détournement de fonds publics et dissimulation, à Lima, lundi 20 juillet. Ancien président du Pérou (1990-2000), M. Fujimori a annoncé un recours en nullité et s'est empressé de quitter la Cour suprême, située à quelques mètres du centre où il est détenu depuis son extradition du Chili en 2007.

Trois mois après que l'ancien chef de l'Etat, à la santé fragile, eut été condamné à vingt-cinq ans d'incarcération pour violation des droits de l'homme, cette nouvelle sentence (la troisième) ne rallongera pas son temps de détention. Au Pérou, les peines ne sont pas cumulables.

Cependant, pour **Inès Arias**, qui coordonne le Groupe de travail contre la corruption, constitué d'organisations non gouvernementales (ONG), ce procès n'en est pas moins historique : *"C'est la première fois dans le pays qu'un ancien président est condamné pour des délits de corruption."* Les faits reprochés à M. Fujimori remontent à septembre 2000, deux mois avant qu'il ne quitte le pays pour se réfugier au Japon et n'envoie sa démission de la présidence de la République par fax. Il avait alors détourné 15 millions de dollars (environ 10,5 millions d'euros) des fonds publics au profit de son bras droit et chef officieux des services secrets, le sulfureux **Vladimiro Montesinos**, qui venait pourtant d'être pris en flagrant délit de corruption. L'opération secrète avait été rendue possible grâce à la collaboration de plusieurs ministres.

Election présidentielle

Le 13 juillet, le jour de l'ouverture du procès, M. Fujimori a surpris en reconnaissant l'ensemble de ces faits : *"Je les accepte, mais pas la responsabilité pénale : ni la peine ni le montant des réparations civiles."* *"Jusque-là, au Pérou, aucun président n'avait admis avoir pillé les fonds de l'Etat"*, se félicite encore le procureur **Avelino Guillen**, qui maintient qu'*"Alberto Fujimori a acheté le silence de son bras droit"*.

Pour sa défense, M. Fujimori a argué qu'il avait été obligé de payer M. Montesinos pour éviter un coup d'Etat et qu'il s'était débrouillé ensuite pour rendre les 15 millions de dollars à l'administration, sans pour autant révéler leur provenance. A ses yeux, ces circonstances devaient lui éviter toute condamnation.

"J'ai cependant conscience que, malgré les formalités qui entourent ce procès, je ne trouverai pas la justice entre ces quatre murs", a toutefois déclaré M. Fujimori, vendredi, dans une plaidoirie dénonçant un procès politique. Lundi, la Cour suprême l'a finalement jugé coupable de corruption.

"Alberto Fujimori et sa bande se sont approprié l'argent de l'Etat avec lequel on aurait pu construire de nombreux collèges et hôpitaux pour les plus démunis", s'indigne **Ronald Gamarra**, secrétaire exécutif de la Coordination nationale des droits de l'homme. M. Gamarra *"espère que ce verdict fera prendre conscience aux Péruviens du niveau de corruption qui existait sous le régime d'Alberto Fujimori"*.

Les soucis des défenseurs des droits de l'homme ne semblent pas partagés par l'opinion publique. Selon une enquête réalisée par l'institut Ipsos, publiée dimanche par le quotidien *El Comercio*, **Keiko Fujimori**, la députée et fille de l'ancien chef de l'Etat, serait en tête des intentions de vote pour l'élection présidentielle de 2011.

Chrystelle Barbier

Article paru dans l'édition du 22.07.09

Vois aussi : http://www.lemonde.fr/archives/article/2009/07/20/l-ancien-president-peruvien-fujimori-condamne-a-sept-ans-et-demi-de-prison_1220928_0.html